- R. L'unité est une valeur importante pour la grande majorité de la population canadienne. Il est donc parfaitement logique que l'importance de cette valeur transparaisse dans notre politique étrangère.
- Q. Au point que le Canada préconise invariablement le statu quo lorsque des États souverains font l'objet de pressions séparatistes?
- R. Pas forcément. Nous sommes le premier pays au monde à avoir officiellement reconnu les États baltes lorsqu'ils se sont séparés de l'Union soviétique. Contraints à une union non désirée, ces États aspiraient à y échapper, et lorsqu'il est apparu qu'ils pourraient y parvenir en évitant la destruction militaire, nous leur avons manifesté notre appui. Nous ne pouvons comparer notre situation à celle des régions du monde qui s'effondrent. Notre unité n'a rien d'illégal - aucune province n'est entrée dans la Confédération de force. Nous ne sommes pas au nombre des foyers de haine du monde. Oui, il nous arrive de nous plaindre les uns des autres ou de montrer notre exaspération en secouant la tête un peu trop fort, mais nous sommes loin de susciter la haine.
- Q. Certains considèrent le Canada comme le prolongement des États-Unis. Les États-Unis sont de toute évidence les principaux intervenants internationaux au lendemain du déclin de l'Union soviétique. Cela renforce-t-il la position internationale du Canada?

- R. Les relations étroites que nous entretenons avec les États-Unis ne me préoccupent pas. Ils sont d'une importance vitale pour notre économie, et nous partageons avec eux de nombreuses valeurs, même si nos deux sociétés sont différentes. Au Canada, nous sommes capables de prendre nos propres décisions - ceux qui croient le contraire n'ont pas fait attention à ce qui se passait autour d'eux. Nous avons parfois eu des divergences d'opinion, notamment sur le Nicaragua, Cuba, le Vietnam, le droit de la mer et l'Afrique du Sud.
- Q. Il n'en reste pas moins que nous sommes un proche allié. Cela est-il utile dans le monde restructuré où nous vivons?
- **R**. Je l'espère. À en juger par ce que j'ai vu jusqu'ici, je suis très optimiste.
- Q. Les États-Unis ne serontils pas tentés de régenter les autres pays - de passer outre aux obligations des traditions diplomatiques au niveau du respect de la conduite des autres gouvernements sur leur propre territoire?
- R. Ce danger a toujours été présent, même dans la situation bipolaire qui prévalait encore jusqu'à tout récemment. Si les règles diplomatiques ont parfois dissuadé les Soviétiques ou les Américains d'exercer leur influence au sein des pays qui les intéressaient... en fait, je ne crois pas que ces règles les en aient complètement empêchés, pas vous? J'espère que le nouvel ordre nous vaudra moins de

- coups bas et plus d'efforts honnêtes et ouverts afin d'exercer une influence saine.
- Q. Il semblerait que le Canada soit en train de devenir un peu plus stratégique surtout quand il s'agit de restreindre l'aide étrangère aux gouvernements dont nous trouvons le comportement inacceptable?
- R. Nous devrons être prudents. Les traditions, l'histoire, les croyances sont différentes d'un pays à l'autre, et nous aurions tort d'avoir la prétention de croire que seules nos valeurs comptent. Mais il y a des milliards de gens sur cette terre qui ont été forcés de vivre dans des conditions économiques malsaines et sous la tyrannie politique, et je crois que nous avons le devoir de faire des pressions judicieuses lorsque nous le pouvons.
- Q. Ne risque-t-on pas de tomber dans l'hypocrisie : exercer ce genre de pressions dans les pays où les Canadiens n'ont presque rien à perdre et les éviter lorsque leurs intérêts sont en jeu?
- R. Bien sûr que oui. Parce qu'on ne peut faire que ce qu'on peut, où on peut. On évalue les pertes et les gains. On détermine où on peut avoir de l'influence et où l'on risque de se nuire à soi-même. Je crois qu'il est honteux qu'un pays ait un comportement immoral. Mais la naïveté ne vaut pas mieux, surtout en matière d'affaires internationales. Les plus dupes se font exploiter. C'est pourquoi nous devons faire tout ce que nous pouvons lorsque c'est possible. Certains nous reprocheront d'en faire trop, d'autres, de ne pas en faire assez. Dans l'ensemble, je voudrais essayer d'en faire plus. Seulement, il y a beaucoup de complications, et dans certains cas beaucoup de gens pourraient souffrir des conséquences de nos actions alors que les résultats seraient finalement très limités. Pour ce qui est des principes, nous ne pourrons pas toujours faire des miracles. Nous essaierons d'exercer des pressions, mais en voulant aller trop loin, nous risquons de nous enfoncer et d'entraîner avec nous un tas

- d'autres victimes innocentes les personnes auxquelles nos programmes d'aide s'adressent.
- Q. L'époque où tout était fonction de l'épreuve de force entre les deux grandes puissances est révolue. Le monde est-il plus sûr pour autant?
- R. Là encore, je l'espère. Mais il serait trop facile de dire que nos problèmes sont réglés. Il persiste encore de vieilles haines, et il semble que plus elles remontent à loin, plus elles sont fortes. Et puis il y a de nouveaux problèmes qui semblent se multiplier aussi vite que la population du globe. Quand on pense aux menaces à l'environnement, aux pressions migratoires et à la prolifération des armes, on se rend compte que de nombreux pays vont devoir faire preuve d'un degré de leadership - dans un cadre multilatéral - dont nous n'avons usé jusqu'ici que dans les situations les plus désespérées en temps de guerre.
- **Q**. Quelle sera la «bonne voie» pour le Canada au cours des prochaines années?
- R. Nous allons insister sur l'importance de la coopération et de la sécurité. Je suis heureuse que la Guerre froide soit terminée, mais nous allons devoir trouver un cadre international de stabilité, un cadre qui aille au-delà de la dimension militaire. Il est important d'être préparé en cas de guerre, mais il vaudrait mieux renforcer notre front commun contre le terrorisme, le trafic de drogues, les migrations irrégulières et l'accumulation d'armes. Tous ces éléments engendrent la guerre. Sur le plan intérieur, nous voulons avant tout assurer une «prospérité durable» aux Canadiens en améliorant les compétences et la productivité de notre main-d'oeuvre et en favorisant l'essor de nos secteurs exigeant de solides connaissances. Le Canada ne changera pas sa personnalité internationale, mais il y aura des «changements d'éclairage» qui, selon moi, profiteront aux Canadiens et aux autres populations.

